

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 13.00 Six mois. 26.00 Un an. 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 15 fr. La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTEMENTS: Annonces: la ligne. 20 c. Réclames: 30 c. Faits divers: 50 c. On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. OUBRE, Libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C^o, 5, place de la Bourse; à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 3 1/2%, 4 1/2%, Emprunts) and Price (e.g., 65 20, 95 10, 104 30).

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 15 octobre. Change sur Londres, 4.78 1/2; change sur Paris, 523 3/4.

DEPECHE COMMERCIALES

Liverpool, 15 octobre. Cotons: Ventes 12,000 b., Orléans 7 3/8. Upland 7 1/8. Jumel 8.

RECETTES

New-York, 15 octobre. Recettes: 111,000 b.

DEPECHE COMMERCIALES

Havre, 15 octobre. Cotons: Ventes 3,000 b. Disponible très-ferme. Très-ordinaire 86, Surates plus chers livrables faciles.

DEPECHE COMMERCIALES

Liverpool, 15 octobre. Cotons: Ventes 12,000 b. Marché soutenu.

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 15 octobre. Cotons: 14. Recettes: 111,000 b.

ROUBAIX 15 OCTOBRE 1875.

Bulletin du jour

Nous étions bien renseigné, hier, en annonçant, d'après nos renseignements particuliers, que M. Buffet était décidé à engager le débat sur la loi électorale dès la reprise des séances de l'Assemblée.

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 16 OCTOBRE 1875.

LE PARDON DU MOINE

PAR RAOUL DE NAVERY. XV. LA FÊTE DU CORPUS DEI.

(Suite).

C'était le jour de la fête chrétienne et espagnole par excellence, le jour où l'on tentait d'assembler toutes les pompes de la terre, afin d'honorer la divinité de Jésus, cachée sous ses voiles mystiques. Rien dans nos villes de France ne peut donner une idée de ces solennités dans la noble cité de Madrid, surtout à une époque où la foi s'épanouissait comme une fleur magnifique, dont les parfums se répandaient sur tout un peuple.

exposé de M. d'Audiffret-Pasquier de l'état des travaux de l'Assemblée, le vice-président du conseil a dit que le gouvernement proposerait, dès la rentrée de la Chambre, la mise à l'ordre du jour de la deuxième délibération de la loi électorale. Il a paru utile au gouvernement, a ajouté le vice-président du conseil, de prévenir la commission afin que l'exactitude soit aussi grande que possible de la part de tous les députés.

Après la réponse de M. Buffet, M. Lepère a dit qu'il n'était pas nécessaire de demander si le gouvernement avait pris toutes les mesures pour sauvegarder les intérêts des capitaux français engagés dans les affaires ottomanes. M. Buffet a répondu que la situation de nos nationaux était l'objet des préoccupations du gouvernement.

LETRE DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 14 octobre. Le Journal officiel est muet ce matin sur le mouvement préfectoral. On disait que le ministère n'avait pas voulu faire connaître les nominations et mutations décidées hier en conseil, pour éviter toute question indiscrète de la part des membres de la commission de permanence qui devaient tenir séance aujourd'hui.

Les républicains et les radicaux se sont résignés à accepter la bataille sur le terrain que le ministère a choisi, c'est-à-dire sur la question électorale.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

Paris, 14 octobre 1875. L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste.

rentrée, sur une question d'ordre du jour, comme il arriva pour M. de Broglie au mois de mai 1874.

Attendons-nous donc à voir se poursuivre avec plus d'animation encore que par le passé, la polémique des journaux sur cette grave question du scrutin de liste ou du scrutin d'arrondissement. Jusqu'à la rentrée, il nous paraît difficile de préjuger les dispositions des députés qui doivent former l'appoint de la majorité. En ce moment, il serait téméraire de prédire que telle solution l'emportera. Sans doute toutes les probabilités sont en faveur du ministère qui fait de l'adoption du scrutin uninominal la condition absolue de son maintien au pouvoir; mais il faut se défier jusqu'au dernier jour des incidents qui peuvent se produire et fixer les résolutions d'une partie du centre gauche, d'une partie des bonapartistes et des légitimistes.

Jamais nous n'avons vu dans la presse pareille palinodie, et le Journal des Débats nous fournit un triste échantillon des affronts que certains hommes politiques peuvent endurer quand ils ont une fois rompu avec les principes conservateurs et quand ils ont consenti à une piteuse promiscuité avec les révolutionnaires. Le Journal des Débats s'était permis de ne pas approuver complètement le discours prononcé par M. Jules Simon à cette. Il fut aussitôt traité de la belle façon par les feuilles radicales.

Un journal orléaniste est bien embarrassé: la censure vient d'interdire la publication d'un dessin représentant un bonapartiste frottant contre la muraille une allumette, et disant: Ça ne prend pas! Le journal en question demande si l'interdit a été motivé par des égards pour la compagnie des allumettes ou pour le parti bonapartiste. En vérité, la question est naïve... Quand on voit tant d'ignobles caricatures, étalées sur les vitrines des libraires, on doit être convaincu que dame censure professe à l'égard de la compagnie qui nous vend des allumettes, coûtant très cher, mais ne valant rien, des scrupules tout administratifs.

5 heures.—Les dépêches de Versailles annoncent que M. Buffet a demandé au président de la commission de permanence, de convoquer au plus tôt la commission des Trente, afin que le gouvernement puisse délibérer avec elle sur la loi électorale, son intention étant de recommander à l'Assemblée de la placer en tête de son ordre du jour.

La commission de permanence s'est surtout occupée de la demi-faillite de la Turquie. M. Lepère a attaqué très-vivement le gouvernement Ottoman; il a eu raison, mais ce sont paroles perdues.

(Autre correspondance.) Paris, 4 octobre 1875.

L'Echo universel, dont les relations avec le monde officiel sont connues, s'est décidé à parler de la nouvelle enquête faite par le Préfet de police sur le parti bonapartiste. Il annonce que M. Léon Renault a rendu compte des résultats de cette enquête à M. Buffet. L'Echo n'ajoute rien de plus.

Il aurait pu dire que M. Renault avait constaté la transformation de la propagande bonapartiste, laquelle a lieu maintenant tout-à-fait à l'état latent. Seulement il est probable qu'elle s'affirmera de nouveau au grand jour pendant la période électorale. On s'y prépare, mais avec une extrême discrétion.

L'enquête, sans doute pour donner des arguments en faveur du scrutin d'arrondissement, fait connaître que dans les campagnes, le scrutin de liste serait un coup de fortune pour les bonapartistes; que les paysans voyant disparaître toute chance de restauration monarchique, inquiétés par le tapage des intrançais, hors d'état de comprendre les finesses de la constitution, plébisciteraient en grand nombre pour l'Empire, si on leur offrait un instrument électoral se rapprochant du plébiscite.

Et c'est uniquement pourquoi le centre droit libéral travaille à amener aujourd'hui le centre gauche à voter le scrutin d'arrondissement transactionnel en échange du sacrifice de M. Buffet. D'après les informations officieuses, il est absolument inexact que le Maréchal de Mac-Mahon ait renoncé à visiter Lyon, comme l'annonce un journal parce que M. Ducros serait maintenu à la préfecture du Rhône.

M. Buffet aurait déclaré qu'il n'exécute le changement de M. Ducros que quand il ne serait plus demandé. A gauche on prend ses précautions pour le cas, improbable, où M. Limbourg irait à Lyon. Les frères et amis de cette ville sont prévenus que « M. Limbourg est un homme sans convictions réactionnaires ou libérales bien arrêtées, un sceptique aimable, un de ces hommes qui méritent le titre d'orléaniste, parce qu'ils représentent plutôt des intérêts que des principes... »

Cependant, on convient « qu'il a une qualité très-réelle, la haine du bonapartisme. »

De cette façon les radicaux lyonnais ont le choix de traiter M. Limbourg en ami ou en ennemi, selon qu'il leur plaira de voir en lui l'anti-bonapartiste ou le sceptique.

D'après des lettres de Berlin, il n'est nullement certain que M. de Bismark accompagne l'empereur Guillaume en Italie, soit à cause de la santé du premier ministre prussien, soit pour enlever à l'entrevue de Milan une partie de l'importance qu'on y attache dans toutes les chancelleries de l'Europe.

P. S. — La délibération des chefs des gauches vient d'avoir lieu. De leur part, le revirement est complet. Plus d'interpellation à la rentrée. Plus de discussion sur l'ensemble de la politique extérieure. Débat uniquement sur le choix du mode de scrutin. Espérance d'un concours efficace d'une fraction du centre droit libéral. Conviction que, dans la discussion, M. Buffet fera des déclarations qu'on n'osait espérer il y a quelques jours et qui donneraient satisfaction aux républicains modérés. DE SAINT-CÉRON.

Années, et on s'acheminait vers la petite villa où le regretté statuairiste avait fini de souffrir.

Il était là dans une grande pièce convertie en chapelle ardente. On eût dit qu'il dormait. Il reposait, en effet; il reposait après deux ans d'affreuses tortures. Le corps avait été embaumé par les soins de M. Gannal, qui a refusé toute rétribution pour ses pénibles soins.

Dans le petit jardin qui précède la villa, on avait préparé une table et un album pour ceux qui voulaient inscrire leur nom. Les pages se couvraient à l'envi de signatures, la plupart de noms illustres ou très favorablement connus, et qui feront un précieux recueil d'autographes.

Le 7^e de ligne avait envoyé trois compagnies pour accompagner le convoi. Carpeaux, on le sait, était officier de la Légion-d'Honneur.

Un peu avant midi, la dépouille mortelle de l'artiste a été descendue et placée dans le corbillard, jonché de fleurs. Sur un coussin couvert d'un voile noir étaient les insignes de la Légion-d'Honneur.

Ça été un moment de vive et poignante émotion pour l'assistance que celui où M^{me} Carpeaux, la mère de l'artiste, âgée de soixante-seize ans, a paru au haut du perron et a pris place avec tout le monde à la suite du convoi.

Le chemin est long de la maison mortuaire à l'église de Courbevoie. La pauvre femme l'a fait, malgré son grand âge et sa cruelle douleur; elle s'appuyait au bras de l'auteur du *Bluet*, et qui signe du nom de Gustave Haller.

M. Capéus père conduisait le deuil; les cordons du poêle étaient tenus par M. Wallon, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes; M. Guillaume, directeur de l'école des beaux-arts; M. Alexandre Dumas, de l'Académie française; M. de Chennevières et ses deux amis si dévoués, M. le prince Stirbey, et M. Chevrier, celui qui a fait le buste de Carpeaux, presque sous la direction ou du moins d'après les conseils du modèle.

A l'église, pendant l'office, M. Caron (de l'Opéra) a chanté le *Domine*, de Monpou; puis on a entendu un *Dies iræ*, chanté par les chœurs; le *Pie Jesu*, de M. Faure, dit par M. Caron, et l'*Agnus*, de M. Grisi (de l'Opéra), chanté par l'auteur.

En sortant de l'église, le corps a été conduit au cimetière de Courbevoie, où un caveau provisoire lui avait été réservé. M. de Chennevières a prononcé sur la tombe un discours fort remarquable, dans lequel il a apprécié au point de vue de l'art l'œuvre tout entière de Carpeaux.

L'Ecole des Beaux-Arts, l'Institut, l'Académie, la presse, l'Opéra lui-même, ou Carpeaux a laissé un de ses ouvrages les plus importants, étaient largement représentés à ces funérailles. Pour l'Opéra, il y avait M. Garnier, M. Halanzier et des artistes.

Quant aux peintres et surtout aux statuaires — ces derniers notamment, — ils étaient innombrables.

CHRONIQUE

Le Gaulois annonce que M. Lafont, riche négociant de Rouen, chargé de la gérance du consulat d'Italie, doit donner le 21 octobre, un banquet, M. Raoul Duval prononcera un discours à cette occasion. D'après la même feuille, un

m'enivrer de mon triomphe! — Non, vous n'irez pas, Alonso; un geste, une exclamation peuvent vous trahir.

— Je me tairai, Sanguineto, je me tairai.

— Vous n'en pouvez répondre, et je regrette déjà d'avoir autorisé l'exposition de cette toile.

— N'est-elle pas sans signature? — C'est la touche du maître, et non l'anagramme de son nom qui sont la signature vraie d'une toile.

— Oh! je vous en supplie, dit Alonso avec insistance, ne m'opposez pas toutes ces impossibilités, toutes ces défenses; vous ne savez pas ce que c'est que de vivre fuyant, menacé, troublé. J'ai besoin d'air, de liberté. Il me semble que le bruit d'une multitude active, joyeuse, épanouirait mon esprit. Et puis, songez-donc, combien je suis privé depuis longtemps de fêtes, de pompes religieuses, de solennités de tout genre... Ne jouera-t-on point un *Auto* de Calderon?

— Oui, répondit Sanguineto? — Et vous exigez que je reste enfermé dans cette maison, tandis qu'une foule frémissante d'enthousiasme applaudira l'œuvre de notre premier génie dramatique? Calderon, qui fut mon ami, donnerait une pièce nouvelle et je ne l'applaudirais point caché dans quelque

coin, admirant de toute mon âme; cela est au-dessus de mes forces. Savez-vous comment s'appelle sa pièce nouvelle, Sanguineto?

— La *Dévotion à la Croix*.

— Je verrai cet acte sacramental, je le verrai. Il semble que l'âme même de l'Espagne vit dans les productions que toutes les littératures nous envoient et qu'aucune ne parvient à imiter. Calderon, prêtre après avoir été soldat, garde dans ses œuvres la fougue ardente du guerrier luttant pour son maître. La foi qui le possédait l'éleva au-dessus de notre monde. Il ne regarda guère la terre qu'il dédaigne, mais au-dessus de sa tête se trouve toujours un ciel ouvert dans lequel chantent les anges, une *rose mystique* qui s'entr'ouvre, un soleil de justice et d'amour, rayonnant dans sa gloire sur le groupe des élus... Je verrai la *Dévotion à la Croix* Sanguineto, et je la verrai sans danger.

— Comment cela? — Vous me prêterez une robe de pénitent.

Rafael Sanguineto secoua la tête.

— Pourquoi hésitez-vous? reprit Alonso Cano, la ville de Madrid sera pleine, dans une heure, de pénitents gris, noirs, blancs, rouges, bleus et violets, si enveloppés de leurs robes, si masqués de leurs cagoules, qu'il serait

journal bonapartiste est sur le point de paraître à Roubaix, ce journal est un quotidien et ne se vendra que quelques heures.

L'Événement dresse la liste des membres du parti intrançais. Ce sont: MM. Louis Blanc, Barodet, Martin, Bernard, Daumas, Escarguel, Jules Grévy, Jouin, Madier-Montjan, Marcou, Ordinaire, Peyrat, Rathier, Wilson, A. Naquet et D. Turigny.

Le *Moniteur universel* annonce que M. Naquet doit se rendre bientôt à Cette pour assister à un banquet qui lui ont offert les radicaux intrançais de cette ville et y prononcera un discours dans lequel il réfutera les doctrines développées tout récemment par M. Jules Simon.

Le *Progrès*, de Saintes, annonce que le parquet a fait saisir dans ses bureaux 133 exemplaires d'un tableau illustré, ayant pour titre: *Ce qu'a coûté le 4 septembre*.

Chambre de commerce de Roubaix.

Séance du 13 octobre 1875.

Etaient présents: MM. A. Delfosse, président, Scrépel-Roussel, vice-président, Henri Mathon, Funck, Louis Voreux, Vinchon et François Roussel.

Absents avec justification: MM. Motte-Bossut, Gustave Watinne, Louis Lefebvre et Jules Delattre.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président donne lecture du décret du Président de la République, en date du 30 septembre 1875, portant création d'une bourse de commerce à Roubaix.

M. le président donne communication à la Chambre d'une lettre de M. le Procureur-Général de la Cour de Douai, en date du 5 octobre courant, relative à la désignation d'un membre de la Chambre pour faire partie de la commission chargée de dresser la liste des électeurs du Tribunal de Commerce de Roubaix pour l'année 1876, conformément aux dispositions de l'article 619 nouveau du code de commerce.

En conséquence, il est passé un scrutin secret qui nomme, à l'unanimité, M. Henri Mathon membre de la Commission chargée d'arrêter la liste des électeurs du Tribunal de Commerce de Roubaix.

Sur l'invitation de M. le Préfet du Nord, M. le président soumet à la Chambre un exemplaire des affiches présentées par la Compagnie du chemin de fer du Nord pour divers tarifs rendus nécessaires par l'ouverture de nouvelles stations et pour additions aux tarifs Nord C. n° 71 et P. V. n° 41. — Ces tarifs sont renvoyés à l'examen de M. Funck.

La Chambre entend lecture d'un projet de lettre à M. le Ministre des finances sur l'application de la loi du 29 juin 1872 aux sociétés en nom collectif. — Cette lettre est convertie en délibération et sera adressée à M. le Ministre dans le plus bref délai.

La séance est levée.

Le Président, A. DELFOSSE.